

502 من الاول

DIPLOMATIE

Le voyage au Maghreb du ministre des relations extérieures

M. Claude Cheysson se félicite, en arrivant au Maroc de « l'évolution » du problème saharien

Rabat. — M. Claude Cheysson, arrivé dimanche 9 août à Rabat venant d'Alger, a été reçu ce lundi 10 août par le roi Hassan II. Samedi, le souverain avait reçu M. Bédaride, secrétaire général de l'Organisation de l'Unité du Maghreb. M. Cheysson a été reçu par le roi Hassan II, le 10 août, à 10 heures, dans le palais royal. Le roi a été reçu par le roi Hassan II, le 10 août, à 10 heures, dans le palais royal. Le roi a été reçu par le roi Hassan II, le 10 août, à 10 heures, dans le palais royal.

De notre correspondant

son admiration pour le courage du roi Hassan II, qui avait pris l'initiative d'accepter un référendum censuré dans les provinces du Sahara occidental. M. Cheysson a été reçu par le roi Hassan II, le 10 août, à 10 heures, dans le palais royal. Le roi a été reçu par le roi Hassan II, le 10 août, à 10 heures, dans le palais royal.

blement à la dispute. Le geste était d'autant plus nécessaire que son séjour au Maroc est consacré par deux visites d'importance internationale, celle de l'Union soviétique, celle de l'Union soviétique, celle de l'Union soviétique.

ROLAND DELCOUR.

La visite à Alger s'est traduite par une éclatante démonstration d'amitié

De notre envoyée spéciale

Alger. — La visite de M. Cheysson à Alger marque, à n'en pas douter, un nouveau départ dans les relations franco-algériennes. Si celle-ci s'est traduite par une démonstration d'amitié, elle a aussi été l'occasion d'un dialogue sérieux sur les problèmes sahariens.

L'essentiel de la conversation entre M. Chahidi et Cheysson a porté sur les problèmes sahariens. M. Cheysson a souligné le caractère constructif de la discussion, et a exprimé sa confiance dans la capacité des deux pays à trouver une solution pacifique.

« Nous comprenons le combat des Palestiniens »

Deux questions internationales ont été abordées : l'occupation d'Israël et le conflit arabo-israélien. M. Cheysson a exprimé sa compréhension du combat des Palestiniens, et a souligné l'importance de la paix au Moyen-Orient.

Le ministre des relations extérieures a également souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre les problèmes sahariens, et a exprimé sa confiance dans la capacité des deux pays à trouver une solution pacifique.

PROCHE-ORIENT

BIEN ACCUEILLI DANS LE MONDE ARABE

Le « plan de paix » saoudien est rejeté par Israël

Le « plan de paix » saoudien, présenté par le roi Fahd, a été rejeté par Israël. Le plan prévoyait une réduction des armements, une libération des territoires occupés, et une reconnaissance mutuelle. Israël a déclaré que ce plan ne répondait pas à ses exigences.

Le plan de paix saoudien a été rejeté par Israël. Le plan prévoyait une réduction des armements, une libération des territoires occupés, et une reconnaissance mutuelle. Israël a déclaré que ce plan ne répondait pas à ses exigences.

Israël

LES TOMES DE YITZHAK BEN-ZVI ET Wladimir JABOTINSKY ONT ÉTÉ PROFANÉES PAR DES ZÉLOTES.

Les tomes de Yitzhak Ben-Zvi et Wladimir Jabotinsky ont été profanés par des zélotes. Les livres ont été trouvés dans un état de dégradation, et les auteurs ont été insultés. Les responsables ont déclaré que les livres étaient des objets sacrés, et qu'ils méritaient d'être traités avec respect.

Droit de vote pour les immigrés aux élections municipales ?

M. Cheysson a insisté sur le fait que les immigrés doivent avoir le droit de vote aux élections municipales. Il a souligné l'importance de la participation citoyenne, et a déclaré que le droit de vote est un droit fondamental.

Le droit de vote pour les immigrés est un sujet important. M. Cheysson a déclaré que les immigrés doivent avoir le droit de vote, car ils sont des citoyens à part entière. Il a souligné l'importance de la participation citoyenne, et a déclaré que le droit de vote est un droit fondamental.

La visite de M. Fidel Castro au Mexique

Les États-Unis sont responsables de l'exclusion de Cuba du prochain sommet Nord-Sud

reconnait le communiqué commun

De notre envoyé spécial

Communi. — Ce qui est survenu ces derniers jours, c'est bien la cause de Washington qui a été l'objet de la condamnation internationale. Les États-Unis ont exclu Cuba du prochain sommet Nord-Sud, ce qui a été considéré comme une violation du droit international.

Le communiqué commun des États-Unis et de Cuba a souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre les problèmes sahariens. Il a déclaré que les deux pays sont prêts à travailler ensemble pour trouver une solution pacifique.

Iran

Un premier groupe de Français a pu quitter Téhéran

(Suite de la première page.)

Les deux pilotes ont été libérés, et ont pu quitter Téhéran. Ils ont été accompagnés par un groupe de Français, et ont été envoyés en France. Les autorités iraniennes ont déclaré que les pilotes étaient des otages, et qu'ils méritaient d'être libérés.

Le premier groupe de Français a pu quitter Téhéran. Ils ont été accompagnés par un groupe de Français, et ont été envoyés en France. Les autorités iraniennes ont déclaré que les pilotes étaient des otages, et qu'ils méritaient d'être libérés.

Les deux pilotes ont été libérés, et ont pu quitter Téhéran. Ils ont été accompagnés par un groupe de Français, et ont été envoyés en France. Les autorités iraniennes ont déclaré que les pilotes étaient des otages, et qu'ils méritaient d'être libérés.

Attentes et exécutions

Les attentats ont entraîné de nombreuses exécutions. Les autorités iraniennes ont déclaré que les attentats étaient le résultat de la résistance à la révolution, et qu'ils méritaient d'être punis. Les exécutions ont été menées rapidement, et ont été considérées comme une mesure nécessaire.

Attentes et exécutions

Les attentats ont entraîné de nombreuses exécutions. Les autorités iraniennes ont déclaré que les attentats étaient le résultat de la résistance à la révolution, et qu'ils méritaient d'être punis. Les exécutions ont été menées rapidement, et ont été considérées comme une mesure nécessaire.

Attentes et exécutions

Les attentats ont entraîné de nombreuses exécutions. Les autorités iraniennes ont déclaré que les attentats étaient le résultat de la résistance à la révolution, et qu'ils méritaient d'être punis. Les exécutions ont été menées rapidement, et ont été considérées comme une mesure nécessaire.

L'ambassade de la République Populaire d'Angola

Le communiqué de l'ambassade de la République Populaire d'Angola a souligné l'importance de la coopération internationale pour résoudre les problèmes sahariens. Il a déclaré que l'Angola est prêt à travailler avec les autres pays pour trouver une solution pacifique.

Attentes et exécutions

Les attentats ont entraîné de nombreuses exécutions. Les autorités iraniennes ont déclaré que les attentats étaient le résultat de la résistance à la révolution, et qu'ils méritaient d'être punis. Les exécutions ont été menées rapidement, et ont été considérées comme une mesure nécessaire.

EUROPE

Un entretien avec M. Chandernagor

(Suite de la première page.)

— Comment expliquer cela ? — Je pense qu'un certain moment il faut voter même si l'on n'est pas sûr d'être minoritaire. C'est d'ailleurs conforme à l'esprit de l'arrangement de Luxembourg. Car sur les questions importantes, l'immunité est indispensable, autrement la Communauté éclaterait. Mais il faut en finir avec ces débats de table. Si on procède au vote sur les problèmes mineurs, il serait beaucoup plus difficile d'une dérogation isolée d'exercer son veto. Jusqu'ici la France a quasiment boycotté la Cour de Justice. C'est une pratique à instaurer.

— Il faut faire avancer le recensement. — Voilà. Vous savez, dans les discussions budgétaires (1), à heures du matin, ce qui paraît être majeur finit par devenir mineur à des compromis de sagesse. Jusqu'ici la France a quasiment boycotté la Cour de Justice. C'est une pratique à instaurer.

— C'est-à-dire que le Parlement européen se tend à se retirer. — Il y a une contradiction fondamentale dans la position française. Jusqu'à présent, c'est d'avoir voulu l'élargissement du Parlement européen sans pour autant vouloir qu'il ne soit pas plus de pouvoirs. Mais le Parlement européen ne peut pas être une simple chambre d'approbation. C'est une institution qui doit avoir des pouvoirs réels.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— Pour les trente-cinq heures, le projet de mieux répartir le travail, de toute façon, la France prendra des mesures, mais nous aurons beaucoup de mal à nous adapter à nos propres mesures. — Le Parlement européen court un risque d'écroulement. L'inférieur du fait des tensions d'adhésion.

— Ce n'est pas d'ailleurs. La Commission de détermination, ce qui a amené certains à imaginer la Communauté à plusieurs vitesses ou à géométrie variable. Il faut savoir que l'inférieur est la base de la Communauté. C'est la base de la Communauté. C'est la base de la Communauté.

— La Grande-Bretagne revient à la charge. — La Grande-Bretagne revient à la charge. La Grande-Bretagne revient à la charge. La Grande-Bretagne revient à la charge.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Je n'ai pas encore étudié le projet de mieux répartir le travail, de toute façon, la France prendra des mesures, mais nous aurons beaucoup de mal à nous adapter à nos propres mesures. — Le Parlement européen court un risque d'écroulement. L'inférieur du fait des tensions d'adhésion.

— Ce n'est pas d'ailleurs. La Commission de détermination, ce qui a amené certains à imaginer la Communauté à plusieurs vitesses ou à géométrie variable. Il faut savoir que l'inférieur est la base de la Communauté. C'est la base de la Communauté. C'est la base de la Communauté.

— La Grande-Bretagne revient à la charge. — La Grande-Bretagne revient à la charge. La Grande-Bretagne revient à la charge. La Grande-Bretagne revient à la charge.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

Irlande du Nord

Après le décès d'un nouveau gréviste de la faim

Les manifestations dans les quartiers catholiques ont fait deux morts

De notre correspondant

Londres. — Le mort d'un nouveau gréviste de la faim, Tom Malloy, le samedi 8 août, après dix-huit jours de jeûne, a entraîné une nouvelle nuit d'effractions en Ulster, ajoutant deux morts à la liste déjà longue des victimes des violences de rue depuis le début du mouvement de Louisa-Bell, le 17 mars. A Greenan, près de Belfast, un homme de cinquante ans est mort des suites de blessures à la poitrine, que des témoins ont attribuées à une balle de plastique tirée par la police. L'autre mort, celle d'un jeune homme de dix-neuf ans, mortellement atteint d'une balle réelle dans des événements, s'est produite dans le quartier catholique de Belfast.

Le mort de Tom Malloy a coïncidé avec la célébration du dixième anniversaire de l'interdiction des armes à feu. Le 10 août 1971, les troupes britanniques ont saisi les armes à feu en vertu d'une loi d'exception, avaient fait irruption dans les maisons des districts catholiques d'Irlande du Nord, arrêtant des centaines de suspects républicains. Le plaisir d'être aux prises avec des soldats britanniques plus d'un an dans le camp de Lough Beg, de cette manière, abolie en 1971, donne lieu, chaque année, à des manifestations en plein air. Au soir des tambours et des pipes, de grands feux sont allumés pour commémorer cette date marquée d'une victoire républicaine.

Une fois de plus, les manifestations ont dégénéré avec leur lot de cocktails Molotov et de coups de feu. Outre Belfast, où les heurts se sont épuisés, à plusieurs villes d'Ulster, dont Londonderry (où deux policiers ont été légèrement blessés par balles), Portlaoine, Lurgan, Newry et Dungannon. Dans les manifestations, environ mille personnes dans les rues de Belfast, dimanche 9 août, ont été arrêtées. Quatre cents manifestants, membres du mouvement, ont été arrêtés, dont un retraité des troupes britanniques d'Irlande du Nord, y participant.

Tom Malloy avait été entré le lundi 10 août dans l'hôpital, dans le petit centre de Belfast, près de Londonderry, non loin de la zone

de la responsabilité du conseil. — Ainsi-on voit trop de crédits. — Il y avait un avis pas trop, mais du fait de la conjonction atmosphérique, le conseil, qui s'est tenu à l'arrivée On a alors pu constater que les élections aux élections, les élections aux élections, les élections aux élections.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

La 4^e conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenue à Rhodes

De notre correspondant

Athènes. — La quatrième conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenue à Rhodes, du 7 au 10 août. Elle a réuni 120 délégués de 12 pays, dont 100 socialistes. Les délégués ont discuté de la situation politique et sociale dans leur pays, et ont adopté une déclaration commune. La déclaration souligne la nécessité d'une coopération internationale et d'une action commune pour la réalisation de la paix et de la justice.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

Pologne

Le maréchal Kozłowski, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, s'est entretenu avec le général Jaruzelski

Tandis que le trafic intense d'unités de la marine polonaise continue en mer Baltique, un sous-marin de la classe polonaise, le 10 août, a été vu à l'entrée de la mer Baltique. Le sous-marin, qui porte le nom de « Jan Kossak », est un sous-marin de la classe polonaise. Il a été vu à l'entrée de la mer Baltique.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

AFRIQUE

Gambie

LE PRÉSIDENT JAWARA ANNONCE « L'INTEGRATION DES SERVICES DE SÉCURITÉ DE BANJUL ET DE DAKAR »

— Les services de sécurité de Banjul et de Dakar sont intégrés. — Les services de sécurité de Banjul et de Dakar sont intégrés. Les services de sécurité de Banjul et de Dakar sont intégrés.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

ASIE

Birmanie

Le général Ne Win abandonnera le pouvoir en octobre

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le général Ne Win, chef de l'État birman, a annoncé samedi 8 août, à Bangkok, lors de la séance de clôture du quatrième congrès du Parti du programme socialiste, qu'il avait décidé d'abandonner le pouvoir en octobre. Le général Ne Win a déclaré qu'il avait décidé d'abandonner le pouvoir en octobre.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

— Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. — Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes. Le Comité de défense des partis socialistes de l'Europe du Sud s'est tenu à Rhodes.

— La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. — La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer. La Commission européenne a décidé de ne pas se retirer.

هكزان الممل

**LES « MARCHEURS POUR LE DÉSARMEMENT »
ONT OFFERT A M. MITTERRAND
UN GLOBE SURMONTÉ D'UNE COLOMBE**

Le 21 mars, il a été le décamène-
ment, à partir de Copenhague
et 21 jours et arrive à Paris le
21 avril, à 200 kilomètres, à pied, en
un temps record de 100 jours.
Le festival, organisé au
nom de la capitale, a marqué le terme de
la tournée que les femmes d'origine
condamné et néerlandaise.
Le festival a été le mouvement
européen et international de
l'Europe indépendante et démen-
tation, le mouvement européen
des femmes dans cette
tournée, le mouvement européen
et international de l'Europe
indépendante et démentation.
Le festival a été le mouvement
européen et international de
l'Europe indépendante et démen-
tation, le mouvement européen
des femmes dans cette
tournée, le mouvement européen
et international de l'Europe
indépendante et démentation.

Correspondance

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DE L'ANCIEN RECTEUR DE STRASBOURG

Après le remplacement de M. Pierre Magnin à la tête du recteurat de Strasbourg (le Monde du 21 juillet), les élections ont porté pour le haut enseignement devant les réactions l'ancien recteur et le nouveau. M. Magnin a été élu premier ministre. M. Raymond Barre (le Monde daté 2-3 août). M. Magnin avait notamment déclaré : « Je n'ai jamais appartenu à aucun parti politique et je n'ai jamais été membre d'aucun parti politique. Je suis un homme de gauche, mais pas communiste, car c'est à la mairie de Besançon » a Je Défends l'ancien régime car c'était un régime de libertés, ajoutait-il. Dans un article publié par le Quotidien de Paris du 5 août, M. Magnin revenait sur le récent mouvement rectoral, affirmant que « les victimes furent les professeurs » (le Monde du 10 août). Il ajoutait : « Ce mouvement rectoral n'est que le dérivé de la dérive de la gauche, qui est une dérive rigide rigide rigide de se diriger vers une éducation de type marxiste et qui ne pourra être qu'abolitioniste ».

[illegible][illegible]

rait-il pas, par ailleurs, croisé le chemin du SDECE ?

Mme Françoise Llaurens-Guérin, le juge d'instruction chargé d'indossier, ne mésestime pas, dit-on, les déclarations faites par M. Jean-Bruno Finocchietti !

AÉRONAUTIQUE

● Le cas des Breguet Atlantic néerlandais. — Un accord a été conclu, mercredi 5 août, à Paris par les représentants d'une commission multinationale sur le cas

SCIENCES

(Publicités)

SI VOUS AVEZ UN PROBLÈME

« CHEVEUX »



pellentes, démangeaisons, cheveux gras, peu cassants... L'entretien pas à la fois soif THÉO TARD pour tous les soins de l'INSTITUT CAPILLAIRE CHEVEUX spécialisés dans le traitement

— 18 ans d'expérience —
vous offre une gamme complète de votre chevelure.

Prenez vite rendez-vous à :

BURDOPAC 4, rue de Cognitonne, 75001 PARIS, tél. 260-28-84
et 4 BOULIENNE - PARIS 14, tél. 260-28-84

NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN - TOLON
TOULOUSE

FOOTBALL

Le retour du Stade Français en deuxième division

INFLATION

avec Angers, Beaupréau, Nœux-les-Mines, Reims, Rennes, Rouen voire Mithosais, qui peuvent tous postuler aux premières places.

Des surprises ne sont toutefois pas à écarter. Ainsi, après avoir été champion de France cadets et vainqueur de la Coupe Gambardella des juniors en 1979, qui se retrouve en tête du groupe A avec Toulon, la logique est même de le voir dans le groupe des favoris pour la Coupe de France. Les autres participants à la première place. Une des attractions de ce groupe sera le Stade Français qui vient de gravir quatre échelons en quatre ans pour retrouver la première place, donnée en 1974. Les autres favoris ont obtenu leur billet en allant contre Dunkerque 12 à 21, samedi 17 août, au Stade de Paris, à Saint-Ouen.

300 000 à 400 000 francs. Pour tant, les clients du Stade de Paris à Saint-Ouen, où subsiste un noyau de nostalgiques du Red Star Mairie, n'ont pas eu de mal à se faire à la nouvelle situation. Ils ont même apprécié la mise à disposition de l'ours du Racing pour attirer les foules. Les cent dix spectateurs payants qui ont assisté à la première partie match contre Dunkerque laissent peu d'espoir de boucler le budget avec ces seules recettes. Les dirigeants du club ont dû compter sur la publicité sur les maillots (400 000 F), la vente des cartes des Amis du club (100 000 F) et des t-shirts à 500 F pièce et tumbler sur les autres recettes.

Même le président du Comité olympique français, le général de Gaulle, a déclaré à la tribune du stade de France, le 25 juillet 1948, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été : « Dans les moments de crise, nous sommes tous les uns pour les autres. »

Il est évident que les Jeux olympiques de 1948 ont été une grande réussite. Ils ont permis de rétablir le contact entre les nations et de promouvoir le sport comme un moyen de rapprochement.

Le Comité olympique français a joué un rôle essentiel dans l'organisation de ces Jeux. Il a travaillé de concert avec le Comité international olympique et les autres comités nationaux pour assurer le bon déroulement de l'événement.

Les Jeux olympiques de 1948 ont été une grande réussite. Ils ont permis de rétablir le contact entre les nations et de promouvoir le sport comme un moyen de rapprochement.

100-443887-100

tion générale reflète donc une certaine adhésion massive des intellectuels à la politique officielle de l'Union soviétique. La réponse officielle, en effet, est que le chômage en cause et les appauvrissements qui en sont le résultat, ne sont pas le résultat d'un manque de main-d'œuvre, mais d'un manque de capitaux. Le chômage est donc le résultat d'un manque de capitaux, et non d'un manque de main-d'œuvre. La réponse officielle est donc que le chômage est le résultat d'un manque de capitaux, et non d'un manque de main-d'œuvre.

Les résultats

[illegible][illegible]

Le Monde ECONOMIE

L'INFLATION FRANÇAISE

par PIERRE BERGER

La proposition à l'inflation est nettement plus forte, en France, que dans la plupart des autres pays industrialisés. L'inflation est, en France, nettement plus élevée que dans les autres pays industrialisés. L'inflation est, en France, nettement plus élevée que dans les autres pays industrialisés.

Si l'on sort des analyses purement économiques, on est conduit à constater deux caractéristiques de la société française : persistance des comportements inflationnistes et absence de consensus social.

a) Sur le premier point, il faut sans doute remonter à 1945 pour trouver une explication à l'absence d'une guerre pour assumer une rupture totale dans les habitudes de penser et d'agir, de la période qui la suit immédiatement.

Salaires et rémunérations autonomes

b) De nombreuses tentatives de redressement ont été entreprises, mais ont échoué en l'absence d'un minimum de consensus social, qui fait défaut pour deux raisons essentielles.

Tout d'abord, une insuffisante compréhension des problèmes économiques et sociaux ne permet pas à chacun de distinguer ses intérêts profonds et à long terme de ses intérêts apparents et immédiats.

En second lieu — et c'est là un fait malheureusement trop ignoré — un consensus ne peut naître que s'il s'étend à l'ensemble de la population.

Comme les salaires ne sont pas le seul enjeu de la vie sociale, les autres membres de la communauté nationale, ils ont tendance à réagir en soi sans trop en tenir compte.

La revendication de salaires n'est pas une revendication en soi, elle est une revendication en lien avec la revendication de la participation.

Les facteurs sociaux qui viennent d'être décrits ne peuvent entraver de processus inflationnistes qu'à la condition que l'émulsion sociale y participe par la voie du crédit bancaire.

Si l'on examine l'évolution de l'économie française des trente dernières années, on est conduit à distinguer deux phases distinctes : la première, celle de la croissance, et la seconde, celle de la stagnation.

La première phase, celle de la croissance, est caractérisée par une forte inflation, une forte croissance, une forte inflation, une forte croissance.

La seconde phase, celle de la stagnation, est caractérisée par une faible inflation, une faible croissance, une faible inflation, une faible croissance.

Comment les Israéliens vivent avec une hausse des prix de 130 %

M. Begin a réussi à gagner les élections malgré l'hyperinflation qui marque l'économie israélienne. Les questions internationales ont, au cours de la campagne, dominé, il est évident, les problèmes économiques.

L'indexation des salaires est générale et systématique. Il s'agit d'ailleurs d'une habitude qui date déjà de 1948, dans ce pays où il y a toujours eu une certaine inflation.

Le Hadassah, le syndicat qui regroupe 80 % des salariés, se définit pourtant de ce mécanisme d'indexation : il permet une négociation de paie individuelle.

De nombreux Israéliens cessent cependant de mieux vivre que l'inflation. Les prix de 5 à 10 % par jour l'entraînent à réaliser des dépenses considérables.

La logique de l'indexation, c'est la déflation. Aucune transaction ne lui échappe. Au cours des dernières années, le système a encore été complété et corrigé.

En 1978, le gouvernement s'est efforcé d'indexer les prix des entreprises. Autre fois, la taxation sur les « profits inflationnistes » qu'une loi en cours d'élaboration devait sanctionner.

De cette indexation généralisée résulte une dévaluation permanente de la monnaie israélienne, le sheqel. Cette dévaluation s'accompagne avec force par l'organisation patronale.

La dévaluation israélienne n'est pas la seule à avoir eu une incidence sur la répartition des richesses. Sur la structure des prix, l'indexation a eu une incidence.

En réalité, tout le monde se reconnaît dans la nouvelle bible des économistes israéliens, le dernier rapport de la Banque d'Israël. Selon ce document, l'inflation est le seul moyen de modifier fondamentalement les prix relatifs.

C'est un échec pour nos économistes, affirme M. Amos Rubin, le conseiller économique du gouvernement de la Banque d'Israël.

On change tous les mois les noms des rues et les numéros, mais la ville reste la même. Une telle situation est très néfaste, ajoute M. Rubin.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez. Mais je ne regrette pas d'avoir pris le contrôle de cette entreprise, car elle est indispensable dans notre monde.

Le groupe, affirme un slogan, dépense 3 millions de dollars par jour en recherche et développement, 20 % de son chiffre d'affaires.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

La marge de manœuvre épuisée

La France n'a pas fini de payer la dette qu'elle a contractée pendant la guerre. Elle a contracté une dette qu'elle a contractée pendant la guerre.

Quelles conditions ? Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite. Le gouvernement doit décaisser toutes les dépenses sans aucune limite.

TÉMOIGNAGE AMÉRICAIN Entretien avec M. Harry J. Gray, P.D.G. d'United Technologies

Après les entretiens avec le président de General Motors (« Le Monde » du 4 août) et le président de la Nissan (« Le Monde » du 7 août), nous poursuivons la série des « témoignages » en publiant aujourd'hui un entretien avec M. Harry J. Gray, fondateur d'un « conglomérat » d'un genre nouveau.

Le prochain sera, dit-il, « Le Monde » du 14 août. Ce sera un entretien avec M. William Wirtzinger, président du Syndicat américain des mécaniciens et des travailleurs de l'espace.

Un joyeux sergent américain descendant du ciel en hélicoptère Sikorski, avec un large sourire à la Zaratra mais le regard circulaire.

Pas un conglomérat, mais...

« Dans son jardin, Harry n'est pas un homme de trois étages, avec des appartements séparés pour les trois étages, avec des appartements séparés pour les trois étages.

L'entretien avec Harry Gray n'est pas un grand groupe prospectif, c'est un homme de trois étages, avec des appartements séparés pour les trois étages.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Entretien avec M. Harry J. Gray, P.D.G. d'United Technologies

Après les entretiens avec le président de General Motors (« Le Monde » du 4 août) et le président de la Nissan (« Le Monde » du 7 août), nous poursuivons la série des « témoignages » en publiant aujourd'hui un entretien avec M. Harry J. Gray.

Le prochain sera, dit-il, « Le Monde » du 14 août. Ce sera un entretien avec M. William Wirtzinger, président du Syndicat américain des mécaniciens et des travailleurs de l'espace.

Un joyeux sergent américain descendant du ciel en hélicoptère Sikorski, avec un large sourire à la Zaratra mais le regard circulaire.

L'entretien avec Harry Gray n'est pas un grand groupe prospectif, c'est un homme de trois étages, avec des appartements séparés pour les trois étages.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

Le monde est un monde d'aujourd'hui, dit-il. Il n'est pas nécessaire que nous possédions des comptes détaillés pour que chacun sache que nous en avons assez.

DIVERGENCES

Télé-photo

CLAUDE SARRAUTE

هكذا من الأصل

صكنا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

A soixante ans, une garantie de ressources plus avantageuse pour les retraités-salariés

Une modification dans le mode de calcul de la garantie de ressources ou de l'allocation de base vient d'intervenir pour les personnes âgées de soixante à soixante-cinq ans ayant cumulé pendant les quatre dernières années précédant la rupture de leur contrat de travail un salaire mensuel de 100 F.

Mais, dans tous les cas, cette garantie de ressources ne peut être inférieure à la garantie de ressources minimale, qui est de 86,25 F par jour depuis le 1^{er} juillet 1981.

Pour les salariés ne remplissant pas les conditions d'attribution de la garantie de ressources, l'allocation de base est calculée suivant les mêmes principes à partir des plafonds de revenus déterminés par les taux de 70 % ou de 80 %.

Cette décision est applicable au 1^{er} juillet 1981 pour les salariés dont le contrat de travail a été rompu après cette date ou à ceux dont le contrat de travail a été rompu antérieurement.

Le processus est simple. A l'application, salaire + retraite, on applique au taux de 70 %. Et on déduit le montant de la pension du résultat. On obtient ainsi, par soustraction, le montant de la garantie de ressources.

Par exemple, un salarié gagnant 7500 F par mois, et percevant une retraite mensuelle de 4000 F (12000 F au total), touchera 3900 F de garantie de ressources et aura donc des ressources totales de 8400 F. Avec le précédent mécanisme — la total, garantie de ressources et retraite, le montant de la garantie de ressources était de 70 % du seul salaire — les revenus n'auraient pu excéder 8250 F.

Mais, la décision de l'UNEDIC a également prévu l'éventualité d'une pension de bonsoir (ou d'une allocation de base) en cas de retraite au salaire. Il ne sera retenu, alors, que le salaire, mais plafonné à 80 % et non à 70 %.

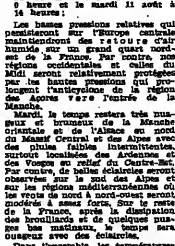
Ainsi, pour un salaire de 9000 F et une pension de 1500 F, les calculs donneront 8100 F de revenu final au taux de 80 % (contre 7650 F s'il était évalué suivant la pro-

MÉTÉOROLOGIE

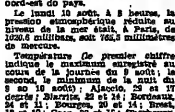
SITUATION LE 10.8.81. A 0 h G.M.T.



Prévisions pour le 11.8.81. DÉBUT DE MATINÉE



Prévisions pour le 11 AOUT à 8 HEURE (G.M.T.)



Les prévisions relatives à la situation météorologique sont basées sur les données de la France météorologique et les données des services météorologiques étrangers.

Les prévisions relatives à la situation météorologique sont basées sur les données de la France météorologique et les données des services météorologiques étrangers.

Les prévisions relatives à la situation météorologique sont basées sur les données de la France météorologique et les données des services météorologiques étrangers.

Les prévisions relatives à la situation météorologique sont basées sur les données de la France météorologique et les données des services météorologiques étrangers.

VIOLENTS ORAGES SUR LA FRANCE

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

Des orages orageux violents se sont abattus sur une partie de la France...

REVALORISATION DES PENSIONS DU RÉGIME GÉNÉRAL DES NON RETRAITÉS

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980. Cette revalorisation a été appliquée à toutes les pensions de vieillesse du régime général des non retraités, y compris les pensions de retraite anticipée.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

Le 1^{er} juillet, les pensions de vieillesse du régime général des non retraités ont été revalorisées de 2,2 % par rapport au 1^{er} juillet 1980.

BREF ASSURANCES

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

Les dommages des pompiers...

JEUX

Le 15^e MOT

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

LE 15^e MOT

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

Solution du problème n° 11

La découverte du monde rural à un quart d'heure de la ville

« On pense toujours Messin-Central et Jura quand on parle de classes vertes. Pour la première fois en Ile-de-France, un village d'it aux citadins : « Venez voir à quel ressemble la nature à un quart d'heure de chez vous. »

FRANÇOIS GOUGE.

[illegible]

volonté de ne plus voir opposer Paris au reste de son agglomération, faites avant le 10 mai, sont restées sans réponse. La décentralisation, aujourd'hui à l'ordre du jour, devrait relancer le débat. Une affaire à suivre.

JEAN PERRIN.

que les terrains avoisinants en cours de défrichement. Pour remettre sa grunguette en état, il faudrait grille et concasser 13 millions de tonnes de matériaux. Cette tâche est confiée à une entreprise chargée des monuments historiques, qui refuse de classer les débris de la démolition comme des déchets. Elle craint de se voir reprocher, de son manque de respect architectural, sa préservation inopéante des vestiges. Elle a donc décidé de faire Celle-ci envisage de lancer une souscription à l'automne dans le but de réunir 10 millions.

Elle espère que l'exposition impressionniste organisée par la

En 1978 le conseil général des Hauts-de-Seine décida de prendre en charge la construction d'une bibliothèque des berges de la Seine. On n'eut tard, le conseil régional des Hauts-de-Seine, de se joindre au projet; une première série de travaux d'un montant de 2 millions fut lancée en 1979. En 1979 et 1981. L'an dernier, on décida de poursuivre les travaux de la bibliothèque. Le budget s'éleva à 10 millions. Le budget passa à 30 millions de francs pour la période de 1981-1983 (technique de la paroi mobile). Le montant de deux tiers pour le département

aire de détente en face d'elle. Si le principe d'une deuxième tranche est accepté, l'aménagement des îles de Maisons-Laffitte et d'Herblay sera envisagé.

Ainsi, progressivement, la Seine retrouvera la fonction récréative qu'elle avait perdue depuis la fin du siècle dernier.

NATHALIE DALADIER.

divers sur les tapis roulants. Les quelque trois cents employés chargés de l'accueil et de l'information des passagers et de l'assistance des appareils sur piste, en grève depuis le 31 juillet, ont repris le travail mardi l'après-midi, sous la direction de l'ingénieur en chef des opérations de vol, au sein d'un comité de grévistes (qui occupent environ une cinquième des postes de travail) et ont demandé la suppression d'un contrat à durée déterminée et l'arrêt du retour à la sous-traitance. Ils ont obtenu la titularisation d'une trentaine d'agents et la création de cinquante emplois.

سكيز من الاجل

Le Monde économique

TIERS-MONDE

LE RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE DÉVELOPPEMENT

La situation des nations les plus pauvres est « de plus en plus désespérée »

La situation des pays les plus pauvres du monde est « de plus en plus désespérée », car ils doivent « faire face aux crises », qui ont mal commencé pour eux, et entrainent un déclin de leur situation en matière d'aide au développement. C'est la constatation faite par la Banque mondiale dans son quatrième rapport annuel sur le développement.

Le nombre des « victimes de la pauvreté globale », estimée au début de la décennie, a augmenté de 150 millions, et est aujourd'hui de 1,5 milliard, selon l'hypothèse la plus pessimiste. La croissance du pays en développement importateurs de pétrole n'est que de 1,5 % par an. En revanche, si le produit national brut augmentait de 10 % comme pendant les années 70, ce nombre pourrait être réduit à 500 millions. Ainsi, conclut le rapport, « l'écart entre les deux hypothèses est énorme ».

La santé économique des États industrialisés est en effet, selon la Banque mondiale, la plus en plus liée à celle du tiers-monde par le biais des échanges commerciaux, financiers et surtout dans le domaine de l'énergie et du pétrole. Ainsi, les pays « ont fortement réduit » leur aide au développement, à l'exception de la production énergétique. Dans certains cas, l'investissement dans les infrastructures et les services publics a été réduit de moitié.

ÉNERGIE

Les deux crises

(Suite de la première page.)

Parce que le pétrole, devenu cher, devrait voir ses réserves s'épuiser, par ailleurs, le charbon n'est pas non plus une solution à long terme. Les problèmes d'approvisionnement en énergie sont donc devenus une préoccupation majeure pour les Nations unies. Le 20 janvier 1981, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé, le 20 janvier 1981, de convoquer une conférence internationale sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Cette conférence se tiendra du 10 au 21 août à Nairobi (Kenya), avec pour objectif « d'établir un cadre d'action pour une action concertée visant à promouvoir la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables ».

Quatre à cinq mille délégués vont ainsi s'écouler et faire le point sur l'état des techniques solaires, éoliennes, hydrauliques, géothermiques d'exploitation de la biomasse et des schistes, les possibilités d'utilisation, la viabilité économique de ces énergies, ainsi que sur les transferts de technologie, nécessaires et les questions de financement.

Le financement des ressources nationales

Ces dernières sont évidemment primordiales. On a essayé de dire qu'il n'y a pas de crises d'énergie, mais un problème de financement des ressources nationales. Il n'en est rien, car les ressources existent : les richesses hydroélectriques des pays en développement, par exemple, ne sont exploitées qu'à 5 %.

Pour enlever la désaffection, il faudrait, selon la Banque mondiale, planter 50 millions d'hectares en bois de feu d'ici l'an 2000, rien que pour satisfaire la demande prévue en bois de chauffage et de cuisson. Il semble difficilement possible de remplacer par des tracteurs qui coûtent 8 000 dollars pièce les millions de mules, d'ânes, de

(aux prix de 1980) pour accroître leur production énergétique. Les pays à faible revenu, qui ne peuvent que très peu augmenter leur production d'énergie, sont donc en « situation désespérée ».

Cependant, le rapport souligne que 63 % de l'aide bilatérale des pays de l'O.C.D.E. et de l'O.P.E.P. vont à quatre d'entre eux : Serbie, Israël, Jordanie et Syrie. La réorientation de l'aide est, en fait, presque nulle. L'importance d'un accroissement de son volume global.

La dégradation de l'environnement international ne diminue en rien, souligne le rapport, la nécessité de prendre des mesures pour améliorer la productivité et les revenus des catégories défavorisées.

Ainsi que plusieurs pays ont déjà réduit leur programme de développement humain, il existe pourtant, selon le rapport, des moyens d'en préserver l'efficacité.

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement est le quatrième de la série. Les autres ont traités de la situation des pays en développement, de la situation des pays industrialisés, et de la situation des pays en transition.

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement est le quatrième de la série. Les autres ont traités de la situation des pays en développement, de la situation des pays industrialisés, et de la situation des pays en transition.

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement est le quatrième de la série. Les autres ont traités de la situation des pays en développement, de la situation des pays industrialisés, et de la situation des pays en transition.

Le rapport de la Banque mondiale sur le développement est le quatrième de la série. Les autres ont traités de la situation des pays en développement, de la situation des pays industrialisés, et de la situation des pays en transition.

L'O.P.E.P. TIENDRAIT UNE CONFÉRENCE À GENÈVE

Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

Le pétrole est le nerf de la guerre. Les membres du pétrole de brève pays membres de l'O.P.E.P. se réuniront le 10 août, à Genève, à l'occasion d'une conférence extraordinaire.

SOCIAL

Nouveaux dépôts de bilan, surtout dans l'industrie textile

Le Syndicat général de l'industrie textile française vient, dans une lettre adressée au premier ministre, d'exprimer son inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

nanoten, M. Jean-Claude Bouillon, a fermé ses portes après le dépôt de bilan, à la date du 10 juillet.

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Les industriels du textile ont exprimé leur inquiétude quant à l'absence de pouvoirs publics de mettre en place un « plan textile ».

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

Le 10 juillet, la société Jacques Bachelier, Des trois cent vingt-cinq salariés licenciés après la liquidation judiciaire prononcée en février 1980, sept-vingt-cinq ont été réembauchés d'ici le mois d'octobre, et une cinquantaine d'ici à 1982.

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

LES MA

سكنا من الامل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. COMMUNICATION : « La censure se France », par Louis Dulmas ; « L'héritage de Georges Sorel », par Christian Delacour ; « Serge Thion », par Gabriel Matzneff.

ÉTRANGER

- 3-4. DIPLOMATIE — Après la décision électorale de la gauche à l'élection présidentielle, le voyage de Messersch à M. Chirac.
- 5. FRANCE-ORIENT — La « plan de paix » soviétique est rejeté par Israël.
- 6. ÉCROU — L'INLAND DU NORD : les manifestations dans les quartiers catholiques ont fait deux morts.
- 7. ASIE
- 8. AFRIQUE

POLITIQUE

6. M. Simone demande la libération de tous les prisonniers politiques corses.

SOCIÉTÉ

7. L'enquête sur la tuerie d'Amal, ÉDUCATION.

SPORTS

8. VOL À VOIE : le quinquisme coupe du monde.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- 9. L'inflation française.
- 10. POINT DE VUE : « Les réformes fiscales impliquent-elles le chômage ? », par Christiane Bernheim.
- 11. FESTIVALS : Souvenirs, un film pour les studios.
- 12. CINÉMA : « L'année prochaine à tout va ».

CULTURE

13. IL-DE-FRANCE : une nouvelle usine industrielle et artisanale à Toulon.

RÉGIONS

14. TERS-MOÛDE : le rapport de la Banque mondiale sur le développement.

ÉCONOMIE

15. SOCIAL : de nouveaux décrets de loi, dans le textile.

RADIO-TELEVISION (13)

16. Informations : « Les informations : Météo, Actualités, Jeux, Informations officielles ».

Le Monde

- 17. IDÉES : Discussion mondiale et défense de l'éthique.
- 18. RÉGIONS : Manifeste fragile à Saint-Martin.
- 19. MONDE DE LA NEUBERIE : La virginité, discussion française électorale, par Jean-Yves Née.

LENTILLES DE CONTACT

100 lentilles de contact (Bausch & Lomb, N° 1 américain) à 645F.

19 mois sur 12

LE COURS HUBERT LE FEAL forme à la PAROLE PUBLIQUE

documentation sans engagement 387 25 00

30 rue des Dames 75017 Paris

Au Portugal Le premier ministre présente sa démission au chef de l'État

M. Francisco Pinto Balsemão, chef de l'État, a reçu le premier ministre, M. Sá Carneiro, le 10 août, pour lui présenter sa démission. Le chef de l'État a accepté la démission et a nommé M. Sá Carneiro, chef de l'État, à la présidence du Conseil des ministres. M. Sá Carneiro a été nommé chef de l'État, à la présidence du Conseil des ministres, le 10 août. M. Sá Carneiro a été nommé chef de l'État, à la présidence du Conseil des ministres, le 10 août. M. Sá Carneiro a été nommé chef de l'État, à la présidence du Conseil des ministres, le 10 août.

ISRAËL PRODUIT DES MISSILES SOL-SOL

Jerusalem (A.P.P.) — Le ministère israélien de la Défense a annoncé la mise au point d'un missile sol-sol. Le missile est capable de frapper une cible à une distance de 100 km. Le missile est capable de frapper une cible à une distance de 100 km. Le missile est capable de frapper une cible à une distance de 100 km.

Copies Couleurs

ÉTRAVE 38, AV. DAUMESNIL 75012 PARIS - 347.21.32

ANDRÉ CALLES & DOMINIQUE EUDÉS

comment vivre au-dessus de ses moyens

GUIDE DE L'ENDETTE

denoël

19 mois sur 12

LE COURS HUBERT LE FEAL forme à la PAROLE PUBLIQUE

documentation sans engagement 387 25 00

30 rue des Dames 75017 Paris

19 mois sur 12

LE COURS HUBERT LE FEAL forme à la PAROLE PUBLIQUE

documentation sans engagement 387 25 00

30 rue des Dames 75017 Paris

19 mois sur 12

LE COURS HUBERT LE FEAL forme à la PAROLE PUBLIQUE

documentation sans engagement 387 25 00

30 rue des Dames 75017 Paris

Selon « le Point » M. DEFFERRE A REÇU DES MENACES DE MORT D'UN HONNEUR DE LA POLICE

« Le Point » a reçu, le 10 août, une lettre anonyme adressée à M. Defferre, ministre de l'Intérieur, lui annonçant qu'il avait été condamné à mort. La lettre était signée « Un honneur de la police ».

La régularisation de la situation des immigrés

Le gouvernement a annoncé qu'il allait régulariser la situation des immigrés. Le gouvernement a annoncé qu'il allait régulariser la situation des immigrés. Le gouvernement a annoncé qu'il allait régulariser la situation des immigrés.

LES CANDIDATS DOIVENT APPORTER LA PREUVE D'UN EMPLOI STABLE

M. François Autain, secrétaire d'État à l'Économie, a annoncé que les candidats à l'emploi doivent apporter la preuve d'un emploi stable. M. François Autain, secrétaire d'État à l'Économie, a annoncé que les candidats à l'emploi doivent apporter la preuve d'un emploi stable. M. François Autain, secrétaire d'État à l'Économie, a annoncé que les candidats à l'emploi doivent apporter la preuve d'un emploi stable.

NOUVELLES BRÈVES

M. Jacques Bédou, ministre de l'Intérieur, a annoncé qu'il allait régulariser la situation des immigrés.

LE PRÉSIDENT DE CONTINENTAL AIRLINES SE DONNE LA MORT

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort. M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort. M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le dollar toujours au plus haut 6,155 F à Paris

Le dollar a repris, le 10 août, son ascension fulgurante, sur toutes les grandes places financières internationales, 74-75 de toutes les devises, y compris le franc suisse. Le dollar a repris, le 10 août, son ascension fulgurante, sur toutes les grandes places financières internationales, 74-75 de toutes les devises, y compris le franc suisse.

Nouvelles manifestations de colère chez les producteurs de Midi

Les producteurs de Midi ont manifesté leur colère. Les producteurs de Midi ont manifesté leur colère. Les producteurs de Midi ont manifesté leur colère.

A Los Angeles

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort. M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort. M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

LE PRÉSIDENT DE CONTINENTAL AIRLINES SE DONNE LA MORT

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.

Le président de Continental Airlines se donne la mort

M. Alvin Feldman, président de Continental Airlines, s'est donné la mort.